

AKTUELL

JOURNALISME FINANCIER

Le silence est d'argent

Raymond Klein

En ces temps de crise, les banques sont particulièrement attentives à leur image. D'où un surplus de haine, de peur et de méfiance envers les journalistes critiques.

Ne pas parler des banques ou en parler pour en dire du bien, voilà ce qu'on attend au Luxembourg de la part des médias. Grand est à chaque fois le choc quand des consoeurs ou confrères de grands médias étrangers dérogent à cette règle. Dernière indignation nationale en date, le traitement sans complaisance infligé sur France 2 à un Jean-Claude Juncker tentant de défendre la place financière luxembourgeoise. Après un reportage assez superficiel sur le grand-duché paradis fiscal et machine à laver l'argent sale, le premier s'est laissé aller à un de ces coups de gueule qu'il réserve en général aux médias natio-

naux. S'il n'y avait l'obligation de solidarité, tout-e journaliste luxembourgeois-e conviendrait que Juncker est lui-même responsable de la tournure désagréable prise par l'interview avec David Pujadas.

Mais les choses se sont arrangées : Arlette Chabot, patronne de la chaîne, a envoyé une lettre d'excuses à Jean-Claude Juncker. La publication de cette lettre n'a pas dû faire plaisir aux auteurs du reportage, puisque leur travail y est qualifié de « facile, voire de mauvais goût ». Cela leur apprendra. La prochaine fois ils prendront des gants avec les banquiers luxembourgeois.

Quant au front intérieur, il a également tenu bon. La quasi totalité des journalistes mainstream - à l'exception du courageux Jean Rhein du Quotidien - s'est rangée sinon sous la bannière du premier ministre, du

moins sous celle de la place financière. Tout comme la classe politique, y compris, qui s'en étonnerait, les socialistes et les Verts. Le monde de l'après-crise, contrairement aux dires de Jean-Claude Juncker, ressemblerait-il comme une bulle de savon à celui d'avant ?

C'est ce qu'espèrent banques et banquiers - sans vraiment y croire. Car ils sentent le vent tourner. Comment expliquer sinon le geste de Clearstream envers Denis Robert, journaliste et auteur de deux livres présentant la société de clearing luxembourgeoise comme une boîte noire de la finance mondiale ? Robert vient d'essuyer trois condamnations pour diffamation, et voici que la société lui propose, à grand renfort de publicité, un arrangement à l'amiable, avec arrêt des procédures. La proposition est alléchante : depuis que le journaliste s'est attaqué à la société luxembourgeoise, il a perdu une quantité d'argent et de temps considérable.

A un moment où la crise financière des banques entraîne aussi une crise de leur légitimité et de leur prestige, on comprend qu'une institution dont l'image a souffert par le passé cherche à passer l'éponge - moins un établissement financier luxembourgeois fait les unes, mieux il se porte.

Or, Denis Robert vient de refuser ce deal, « sans la moindre hésitation ». Il a sans doute aussi senti le vent tourner et choisit de maintenir ses accusations : « C'est important dans cette période de crise financière où le Luxembourg commence à être montré du doigt. » A son avis, « Clearstream visait deux objectifs : passer pour grande et généreuse, puis me ridiculiser. » Suite à ce refus public d'un arrangement, le cadeau empoisonné destiné à brûler Denis Robert finira par éclater à la figure de la société luxembourgeoise.

Notons pour finir un couac moins explosif, mais beaucoup plus rigolo, voire ridicule : La Börsenzeitung révèle que, suite au reportage de France 2 et à l'image peu glorieuse donnée par des financiers luxembourgeois, l'Association des banques et banquiers du Luxembourg (ABBL) met en garde ses membres : des journalistes pourraient se faire passer pour des clients et avoir recours à des caméras cachées. Après le lapsus dans la stratégie de communication bancaire, l'ABBL conseillerait-elle la tactique du silence radio ? La Börsenzeitung se gausse : plus personne ne tentera le coup du faux client, mais qu'en est-il de la fausse femme de charge, ou du faux Père Noël ?

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Ni pour, ni contre, bien au contraire ...

Luc Caregari

L'église catholique a demandé un sondage sur l'enseignement religieux. On évite les questions qui fâchent et on s'autorise une bonne dose d'encens.

« Quand on m'a demandé de commenter les résultats de ce sondage, j'ai sérieusement pensé à refuser », a déclaré Jean-Louis Zeien, le coordinateur de pour l'enseignement religieux dans l'enseignement primaire, lors de la conférence de presse de présentation, ce jeudi dernier. Et ce n'est pas parce que les chiffres seraient désastreux, tout au contraire. « Pour moi, il est absolument clair que nous sommes sur la bonne voie », a-t-il continué. D'autant plus que les voies du seigneur seraient impénétrables ...

Mais il se peut bien que Zeien et son homologue délégué à l'enseignement secondaire, Jos Zanter, se trom-

pent. D'abord, parce que la question essentielle n'a pas été posée : « Que penseriez-vous d'un enseignement aux valeurs uniques et égales pour tous ? ». Par contre, l'archevêché a préféré savoir si les personnes interrogées - réparties entre une tranche représentative de la population et un groupe de parents d'élèves scolarisés - étaient satisfaites d'avoir le choix entre la morale laïque et l'instruction religieuse et morale. Résultat : 87 % des personnes interrogées sont heureuses pouvoir choisir. Si tel n'avait pas été le cas, on aurait sérieusement pu se demander si le Luxembourg, après tout, n'était pas une théocratie.

Mais si l'archevêché regardait de près les chiffres, il pourrait peut-être s'inquiéter sur certains points. D'abord, les chiffres d'élèves inscrits à l'instruction religieuse varient fortement du primaire au secondaire : 51%

pour le premier, contre 33% au lycée - ou 42% préfèrent la formation morale et sociale. Ce qui ouvre plusieurs pistes de réflexion. D'un côté, il se peut que les élèves des lycées soient aussi plus imperméables aux dogmes de l'église catholique. De l'autre, ce sont peut-être aussi leurs parents qui les orientent vers ces choix. Car ce qui devrait inquiéter le plus les défenseurs de l'enseignement religieux, ce sont les statistiques indiquant les raisons invoquées par les parents d'inscrire leurs enfants au cours d'instruction religieuse : une majorité admet le faire par tradition ou par habitude, tandis que seulement la moitié pense que la religion fait partie d'une bonne éducation. Même si une bonne partie des parents ayant inscrits leurs gosses à l'instruction religieuse pensent aussi qu'il est important que leurs enfants soient élevés dans la foi catholique - ce qui, après tout, semble logique - une infime minorité livre ses enfants aux catéchètes parce qu'ils ne sont pas convaincus de la qualité des cours de morale laïque. Ce qui indique aussi que l'enseignement laïque a fait ses preuves et est entré dans les moeurs, même dans celles des cathos.

Un autre point qui devrait faire réfléchir les responsables de l'ensei-

gnement religieux est le sondage sur les points importants à aborder au cours de religion. Ici, l'initiation aux premiers sacrements - première communion, confirmation, etc. - arrive en avant-dernière place. En tête de liste se retrouvent un enseignement sur la cohabitation dans une société multiculturelle et multiconfessionnelle et le souhait que cet enseignement soit en accord avec les préoccupations liées à l'écologie, l'environnement et la solidarité internationale. Si de telles raisons montrent que d'un côté les raisons d'inscrire un enfant à l'instruction religieuse peuvent aussi être progressistes, elles risquent, de l'autre côté, d'éroder la raison d'être de l'instruction religieuse. On pourrait même se poser la question si un tel catéchisme - comme le souhaitent les sondés - ne serait l'identique d'un enseignement général aux valeurs sans arrière-pensées chrétiennes, tel qu'il a été proposé par presque tous les partis - à l'exception du CSV ?

En tout et pour tout, ce sondage - partial, car commandé par un organisme pas tellement neutre - a ouvert plus de questions qu'il ne donne de réponses, et appelle peut-être à une enquête complémentaire - avec les bonnes questions cette fois.